



## Covid-19 : pourquoi les écoles sont-elles si difficiles à sécuriser ?

Sciences

Au sein de l'Education nationale plus qu'ailleurs, l'application des recommandations scientifiques se heurte au déni politique, mais aussi au millefeuille administratif.

Durée : 8 min Article réservé aux abonnés



La distanciation et la limitation du brassage des élèves, imposées par le protocole, fait figure de casse-tête dans les écoles.

Jules Le Barazer/Talkie Walkie

Article Abonné

"Les consignes sanitaires de rentrée ? En général on en prend connaissance juste avant la reprise des cours, grâce au bandeau déroulant de BFM", s'agace un chef d'établissement de la région parisienne. Respect des signalétiques au sol, masque obligatoire, lavage des mains... Dans les écoles, les collèges et les lycées, ces habitudes sont désormais bien ancrées. Pourtant, en matière de sécurisation sanitaire, les "trous dans la raquette" restent nombreux. Comment limiter les risques à la cantine ? Quels tests déployer ? Pourquoi est-il si compliqué d'éviter le brassage des élèves ? Des questions cruciales alors que les établissements s'apprêtent à rouvrir dans un contexte de circulation encore active du virus.

La France fait partie des rares pays à avoir choisi de préserver le plus possible l'éducation en "présentiel". "Malheureusement, cette sanctuarisation s'est faite au prix d'un déni du rôle joué par les écoles dans l'épidémie, qui a empêché de prendre les mesures nécessaires pour sécuriser les établissements", regrette le Pr Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale à Genève. "En l'état, l'école reste un des points faibles de la stratégie de lutte anti-covid", confirme le Pr Gilles Pialoux, chef du service d'infectiologie de l'hôpital Tenon (AP-HP). Les mises à jour incessantes du protocole sanitaire par le Ministère ne suffisent pas à masquer les multiples facteurs de blocage : manque d'impulsion au plus haut niveau, dilution des responsabilités entre l'Etat et les collectivités locales, mauvaise articulation entre l'Éducation nationale et la Santé, télescopage des enjeux sanitaires et éducatifs, faiblesse des moyens...

L'exemple de l'aération des locaux est emblématique. Pour les scientifiques, c'est un facteur clé pour limiter les risques. "Le protocole dit qu'il faut aérer le matin, le soir, aux pauses et quelques minutes par heure. Mais en réalité, tout dépend de la configuration



des salles, et il faut souvent plutôt ouvrir toutes les 15 à 20 minutes", constate le Dr Hélène Rossinot, médecin de santé publique et membre du collectif Du côté de la science. Le meilleur moyen pour savoir ce qu'il en est ? Installer un capteur de CO2. "Il existe une corrélation entre la quantité de dioxyde de carbone expirée et les aérosols contenant des particules virales émises par une personne infectée", explique Bertrand Maury, chercheur à l'Université Paris-Saclay.

Offre limitée. 2 mois pour 1€ sans engagement

Une application du protocole variable selon les établissements

Pour autant, rares sont les établissements à être équipés de ces appareils. "C'est une prérogative des collectivités, que nous encourageons", botte en touche le ministère de l'Éducation nationale... tandis que les élus locaux lui renvoient la balle. "Nous n'avons pas eu de recommandations officielles en ce sens", indique Delphine Labails, maire de Périgueux (Dordogne), chargée des questions d'éducation pour l'Association des maires de France. Résultat : rien d'obligatoire, ni de systématique. "La plupart des mesures listées dans les différents protocoles sanitaires s'accompagnent de la mention "dans la mesure du possible", regrette le collectif Ecoles et familles oubliées. Ainsi, la ville de Paris en équipe une partie de ses établissements, tandis que la commune d'Arras, elle, a estimé que cela ne rentrait pas dans ses priorités...

Le sujet est sensible. "Si les résultats sont mauvais, les élus pourraient se trouver obligés de lancer des travaux", relève un expert. Dans certains bâtiments vieillissants, la simple ouverture des fenêtres pose problème, soit parce qu'elles ont été condamnées, soit parce que des dispositifs de protection empêchent de les ouvrir en grand. Dans ces cas-là, reste une solution : le recours à des purificateurs d'air. "Mais, là aussi, le taux d'équipement dépend des collectivités. On peut regretter qu'il n'y ait pas eu de réponse nationale sur cette question", soupire Sophie Vénéitay, secrétaire générale adjointe du SNES-FSU, syndicat national des enseignants du secondaire.

"A la cantine, on est tous très proches les uns des autres. Je ne vois pas à quoi ça sert de faire attention le reste du temps"

La région Ile-de-France, elle, s'est engagée à équiper les cantines des lycées de capteurs de CO2. Car les repas sont le "maillon faible" de la sécurisation des écoles. "Dans mon collège, on est tous très proches les uns des autres, et forcément sans masques. Je ne vois pas à quoi ça sert de faire attention le reste du temps !", s'exclame Valentine, en 6è. Certes, depuis le début de la crise, les personnels ont tenté de s'organiser en regroupant les élèves par classe, en les installant en "quinconce" à table, voire en équipant les réfectoires de vitres de plexiglas ou en recourant à des plats à emporter dans la cour ou dans les classes... Mais, une fois encore, l'organisation varie selon les établissements.

Une problématique loin d'être franco-française d'après Eric Charbonnier, analyste éducation à l'OCDE. "Seuls l'Italie et la Turquie ont pris la décision de supprimer les déjeuners à l'école", explique-t-il. On sait à quel point l'impact d'une telle mesure est important. Outre les problèmes d'organisation que cela poserait aux familles obligées de récupérer leurs enfants à l'heure du déjeuner, l'enjeu est aussi sanitaire car, pour certains enfants, le plateau servi à l'école représente l'unique repas équilibré de la journée. Principale perspective d'amélioration, là aussi : faciliter l'aération des lieux, quitte à déjeuner les fenêtres ouvertes. "Les Allemands sont des adeptes de "la technique de l'oignon" qui consiste à superposer les couches de vêtement pour mieux s'adapter aux courants d'air", explique le médecin Hélène Rossinot.

Le traçage des cas à la peine

Autre casse-tête : la distanciation et la limitation du brassage des élèves imposées par le protocole. Comme sur bien d'autres sujets, les personnels de direction sont livrés à eux-mêmes pour adapter ces principes à leur établissement. Cela s'avère d'autant plus



compliqué qu'une des grandes spécificités françaises est le nombre important d'élèves par classe. "Un enseignant d'école maternelle a face à lui 23 enfants en moyenne, là où ses collègues des pays nordiques, en ont 10 voire moins", explique Eric Charbonnier, de l'OCDE.

L'organisation en mode "hybride" (cours en présentiel et en distanciel), qui limite le nombre d'élèves sur place, s'avère impossible à appliquer en primaire sur une longue durée. En revanche, près des trois quarts des lycées publics y ont eu recours depuis novembre. "Voilà des mois que nous demandons d'élargir la mesure aux collèges", déplore Sophie Vénétiay. Le ministère s'y est, jusqu'ici, refusé - sauf rares exceptions - mettant en avant le "manque d'autonomie" des collégiens et le risque de décrochage. "Résultat, on a tout fermé", déplore Bruno Bobkiewicz, secrétaire national du SNPDEN-UNSA, qui plaide aussi pour une organisation hybride temporaire à partir de la 6<sup>e</sup>, dès la reprise des cours le 3 mai.

Ce proviseur, à la tête de la cité scolaire Berlioz, à Vincennes (Val-de-Marne) s'interroge sur la pertinence de maintenir la mesure qui consiste à fermer une classe dès le premier cas de Covid-19 déclaré, plutôt qu'à partir de trois cas. "Sans doute se justifie-t-elle dans le premier degré, reconnaît-il. Mais au lycée, c'est ingérable." Pour les médecins, elle paraît pourtant incontournable : "Pourquoi y aurait-il une définition des cas contacts différente à l'Education nationale ?", s'interroge le Dr Rossinot. Sauf que sur le terrain, depuis la réforme du bac, le "groupe classe" n'existe quasiment plus. "Les élèves se mélangent dans les différents cours de spécialités, de langues, en EPS", explique Bruno Bobkiewicz. Retracer le parcours des cas positifs nécessite de véritables enquêtes".

Un travail qui relève normalement des plateformes Covid gérées par les personnels de santé de l'Education nationale. "Ce contact tracing est essentiel pour éviter la propagation du virus. L'école ne peut fonctionner que si nous sommes efficaces, mais nous manquons de moyens", déplore Jocelyne Grousset médecin de l'éducation nationale et secrétaire générale adjointe du SNMSU-Unsa éducation. Il faut parfois attendre 48 heures pour qu'un agent en charge du traçage revienne vers l'établissement où un élève positif a été signalé ! Autant de temps laissé au virus pour se diffuser.

Et les moyens ont encore fondu lorsqu'il s'est agi d'organiser les campagnes de tests au sein des établissements puisque... ce sont les mêmes personnels qui ont été mobilisés. Pour faire face, heureusement, 1700 "médiateurs Covid" vont venir en aide aux équipes. Un renfort indispensable mais qui ne résoudra pas tout. Le délai nécessaire pour obtenir les résultats des tests reste souvent trop long. "Parfois cela a pu atteindre sept jours. Cela ne rime à rien", regrette le Dr Grousset. Là encore, pendant ce temps, le virus poursuit sa course.

"Pourquoi n'arrive-t-on pas à tester tous les enfants comme au Royaume-Uni ou en Autriche ?"

Le choix des établissements testés ne paraît pas non plus toujours très pertinent. "A défaut de pouvoir tester tous les enfants, il faudrait choisir des établissements représentatifs, en tenant compte de l'incidence dans les territoires, et faire des tests répétés. Normalement, c'est le travail d'épidémiologistes", note le Pr Pialoux. Sur le terrain, la stratégie d'ensemble semble manquer. "Parfois, les tests ont été réalisés dans des établissements où il y avait déjà des enfants infectés, pour rechercher d'autres cas positifs. Et parfois, ils ont été pratiqués de façon aléatoire, pour faire du chiffre, puisque c'est aussi ce qui était demandé", témoigne un médecin scolaire. Sans d'ailleurs que les résultats reviennent toujours aux médecins de secteur.

"Le circuit de l'information est très hiérarchisé. J'ai appris un peu par hasard qu'un établissement de mon secteur cumulait des gastro-entérites et des cas de covid. J'ai pu échanger avec le directeur, me rendre sur place, voir qu'il y avait un problème d'aération, et contacter les collectivités, pour qu'elles agissent en conséquence... Mais bien souvent

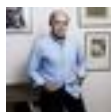


ces informations ne nous sont pas transmises", regrette ce professionnel. L'arrivée des autotests changera-t-elle la donne ? Le ministère de la Santé a annoncé leur déploiement, mais ils devraient rester cantonnés aux lycées, puisqu'ils sont réservés aux plus de 15 ans. "Au Royaume-Uni ou en Autriche, pourtant, il est prévu de tester tous les enfants plusieurs fois par semaine. Pourquoi n'arriverait-on pas à faire pareil ?", plaide le collectif Ecole et familles oubliées.

La vaccination rapide de tous les enseignants - et pas seulement des plus de 55 ans - permettrait-elle de mieux maîtriser la propagation du virus ? 19 des 30 pays sondés par l'OCDE ont répondu par l'affirmative. Mais pas la France. "Le président de la République nous avait fait miroiter une vaccination prioritaire pour tous à partir de la mi ou de la fin avril. Mais, depuis, il semble être revenu sur ses propos", regrette Guislaine David, cosecraire générale du SNUipp-FSU, syndicat du premier degré. Au-delà du facteur humain individuel, la responsable syndicale pointe un enjeu collectif. "Avec la pénurie de remplaçants, quand un enseignant est absent, nous devons souvent dispatcher les élèves dans les autres classes, ce qui multiplie les brassages, explique-t-elle. Or, plus on aura de personnels vaccinés, moins on aura d'absents." Cet ultime revirement est la preuve, selon elle, que l'Etat, tout en martelant sa volonté de garder les écoles ouvertes, ne se donne pas les moyens de les sécuriser.

Opinions

Livres



Par Pierre Assouline  
Les nouvelles choses



Jean-Laurent Cassely  
Ultimatum



Par Christophe Donner  
L'exercice de l'Etat



Par Chloé Morin

